

ACTUALITÉS DE L'UE – MIGRANT.E.S ET REFUGI.É.E.S

10/05/2022 - 24/05/2022

- La Commission la commission des budgets (BUDG) du Parlement européen effectuera une [mission](#) en Turquie du 23 au 25 mai 2022, afin d'examiner la mise en œuvre de la Facilité pour les réfugiés en Turquie: « la facilité est un mécanisme permettant de coordonner la mobilisation des ressources mises à disposition tant au titre du budget de l'UE que des contributions supplémentaires des États membres intégrées au budget de l'UE en tant que recettes affectées externes. »
- La présidence française du Conseil peine à faire progresser le pacte de réforme des migrations comme elle l'avait promis au début de sa présidence. Aujourd'hui, l'accent est mis sur l'adoption d'un [projet de loi](#) européen sur le mécanisme de filtrage qui augmenterait la détention aux frontières et appliquerait la fiction légale de non-entrée en matière pour les personnes détenues. Il est également question d'inclure des sanctions pénales pour ceux qui s'enfuient pendant les procédures de contrôle. Avant la fin de sa présidence, la France veut clore les projets de loi sur le mécanisme de filtrage et l'enregistrement Eurodac, une base de données biométrique qui collecte les empreintes digitales et l'imagerie faciale des demandeurs d'asile. Cependant, les États membres ont des positions différentes concernant les catégories de personnes à enregistrer dans le système Eurodac. Il semble donc peu probable qu'un accord soit trouvé avant la fin de la présidence tournante.
- La Grèce [discute](#) avec la Commission européenne de la possibilité d'inclure la construction de murs et de clôtures frontalières dans son plan de migration pour 2021-2027. La Grèce souhaite construire un mur à sa frontière terrestre avec la Turquie, mais la Commission a jusqu'à présent rejeté la demande de différents États membres d'utiliser des fonds européens pour la construction de clôtures frontalières. Toutefois, le président du Conseil de l'UE, Charles Michel, a déclaré que cela était légalement possible. La Grèce fait pression pour utiliser les fonds européens de l'instrument de gestion des frontières et de la politique des visas pour construire le mur à la frontière turque.
- [Huit personnes](#) sont bloquées depuis cinq jours à la frontière entre le Belarus et la Pologne et ont été attaquées à plusieurs reprises.

- Selon l'agence Frontex, le nombre d'arrivées en Europe a fortement augmenté au mois d'avril, avec [15,000](#) personnes entrées dans l'UE. Les arrivées sont en hausse depuis le début de l'année, notamment sur la route des Balkans.
- Les résultats d'un [référendum suisse](#) sur le financement de Frontex montrent qu'une majorité d'électeurs est favorable à un financement supplémentaire de Frontex. Le référendum a été organisé en raison des nombreux rapports faisant état de violations des droits de l'homme commises par l'agence.
- VoxEurope a publié une [analyse](#) du Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique (EUTF) qui a été lancé en 2015 pendant la soi-disant « crise des réfugiés » et qui est maintenant remplacé par le nouvel instrument financier de l'UE appelé Instrument de voisinage, de développement et de coopération internationale (NDICI). L'EUTF avait pour objectifs de promouvoir la stabilité et de lutter contre « les causes profondes de la migration irrégulière » et a alloué 5 milliards d'euros à 250 projets dans 26 pays africains. L'EUTF a été critiqué dès le début parce que les fonds fiduciaires ne sont pas contrôlés par le Parlement européen et qu'il était basé sur une déclaration d'urgence dans les 26 pays africains où les projets ont eu lieu, ce qui n'était pas propice à des projets de stabilisation et de développement à long terme visant à s'attaquer aux causes profondes de la migration. Le nouvel instrument NDICI approuvé pour la période 2021-2027 alloue 10% du budget total de 79,5 milliards d'euros à des projets de gestion des migrations, avec la possibilité de puiser dans une réserve de 9,53 milliards d'euros en cas de "circonstances imprévues ».
- Le Conseil danois pour les réfugiés a enregistré [1,911 incidents](#) de refoulement au cours des trois premiers mois de 2022 le long de la route des Balkans et aux frontières intérieures de l'UE. La moitié des personnes repoussées étaient originaires d'Afghanistan, et 1 sur 10 était mineure.
- MSF dénonce le fait que plus de [2,500 personnes](#) sont détenues dans des conditions inhumaines en Lituanie, après avoir traversé la frontière depuis la Biélorussie.
- Les demandeur.se.s d'asile syrien.ne.s, irakien.ne.s et yéménites en Pologne [se sentent abandonné.e.s](#), après avoir traversé la frontière biélorusse, avoir été détenu.e.s et s'être retrouvé.e.s seul.e.s alors que des réfugié.e.s ukrainien.ne.s sont accueilli.e.s dans le pays.
- « L'Europe doit agir » a lancé une [pétition](#) pour exiger le respect des droits fondamentaux des personnes en quête d'asile et leur accorder protection et sécurité en Europe.

UKRAINE

- ECRE a publié une [analyse](#) sur la mise en œuvre de la directive sur la protection temporaire (DPT) trois mois après le déplacement de millions de personnes d'Ukraine. Quelques défis apparaissent dans sa mise en œuvre. Tout d'abord, il existe des divergences quant au champ d'application de la DPT dans les différents États membres : "Alors qu'au moins 12 États membres ont fait usage de leur pouvoir discrétionnaire pour élargir les catégories couvertes, par exemple pour inclure les ressortissants de pays tiers qui étaient résidents mais sans permis de séjour permanent ou les Ukrainiens qui sont partis avant l'invasion, la majorité des États membres ont choisi une approche plus restrictive". Ensuite, les défis à l'enregistrement étant donné que 2,7 millions de personnes ont été enregistrées et que 2,4 millions environ attendent toujours de l'être. Enfin, il existe des difficultés généralisées parmi les États membres pour fournir des logements et des options d'hébergement adéquats en raison du grand nombre de personnes fuyant le conflit.
- Politico a [interviewé](#) différentes familles russes qui ont fui en Turquie depuis le début de la guerre avec l'Ukraine. Certaines d'entre elles ont fui pour manifester leur désaccord avec le gouvernement, d'autres étaient en danger parce qu'elles manifestaient leur soutien à l'Ukraine.

05/04/2022-10/05/2022

- Le 15 mai 2022, la Suisse [décidera](#) si elle souhaite ou non augmenter sa contribution à Frontex de 24 à 61 millions de francs, pour une surveillance renforcée des frontières européennes.
- Statewatch a publié le [rapport](#) At what cost? Le financement des politiques de sécurité, de défense et des frontières de l'UE, 2021-2027.
- Le 27 avril 2022, la **Commission européenne** a présenté un nouveau [paquet de mesures](#) visant à accroître les voies légales de migration et à remédier aux pénuries sur le marché du travail européen. La proposition comprend également un projet pilote spécifiquement dédié aux personnes déplacées par la guerre en **Ukraine**. Selon [Politico](#), la réforme vise à réviser à la fois la directive sur le permis unique permettant d'obtenir un titre de séjour pour travailler à court terme et la directive sur le séjour de longue durée, qui permettrait "aux ressortissant.e.s de pays tiers d'accumuler des périodes de séjour dans différents États membres afin de remplir les critères de résidence de cinq ans nécessaires pour rester à long terme, ainsi que d'améliorer le droit au regroupement familial". Les mesures prévoient également la création d'une réserve de talents européens, censée mettre en relation les employeurs et les personnes à la recherche d'un emploi dans d'autres pays. Enfin, ces mesures veulent

établir des "partenariats pour les talents" avec la Tunisie, l'Égypte et le Maroc, afin d'améliorer l'accès au travail et à la formation, prévenir la contrebande et améliorer la coopération avec les pays en matière de retour et de réadmission des personnes arrivées illégalement.

- Alarm Phone a [signalé](#) que 4 personnes étaient bloquées dans la forêt à la frontière entre **Pologne-Biélorusse** depuis plus de 20 jours. Elles ont été battues par les autorités des deux pays, repoussées par les autorités polonaises tandis que les autorités biélorusses ne les ont pas laissées rentrer. Malgré les multiples alertes lancées par la société civile, personne n'a aidé le groupe.
- Le **Conseil de l'Europe** a [publié](#) un rapport dans lequel il dénonce le refoulement "généralisé" des migrant.e.s aux frontières. Une pratique émaillée de "violence[s] grave[s] et systématique[s]", selon l'organisation qui demande aux États membres de mettre fin à ce qu'elle qualifie de "violations des droits humains".
- L'organisation allemande de sauvetage civil Sea Watch a [poursuivi Frontex](#) pour son manque de transparence sur la coopération avec les garde-côtes libyens. L'action en justice porte sur un cas de refoulement effectué par les garde-côtes libyens depuis la zone SAR maltaise avec l'aide présumée d'un drone de Frontex.
- Une [enquête](#) menée par Le Monde, Lighthouse Report, Der Spiegel et Republik présente des preuves selon lesquelles Frontex aurait couvert des expulsions illégales de migrants de la **Grèce** vers la **Turquie**. Entre mars 2020 et septembre 2021, l'agence a caché au moins 22 cas d'expulsion illégale en les enregistrant comme des opérations de départs empêchés par la Turquie.

UKRAINE

- Plus de [2,5 millions](#) d'Ukrainien.ne.s ont demandé un statut de protection temporaire dans l'UE. Jusqu'à présent, 5,6 millions de personnes ont fui l'Ukraine, et plus d'un million sont retournées en Ukraine, selon la Commission européenne.
- Dix pays de l'UE (Bulgarie, Croatie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Roumanie et Slovaquie) ont [signé](#) une déclaration commune demandant à la Commission européenne des fonds supplémentaires pour faire face à l'afflux de réfugié.e.s dû à la guerre en Ukraine.
- Selon [InfoMigrants](#), environ 10 000 Ukrainien.ne.s déplacé.e.s qui sont arrivé.e.s en **Irlande** risquent de rester sans abri d'ici la fin avril. Jusqu'à

présent, environ 21 000 Ukrainien.ne.s sont arrivé.e.s dans le pays où la capacité d'accueil est d'ores et déjà remplie.

- Le **HCR** a [exigé](#) que le gouvernement britannique mette en place un processus de mise en relation plus approprié pour les femmes ukrainiennes fuyant le conflit. Certaines d'entre elles ont rapporté avoir été contactées par des hommes "prédateurs" leur offrant des chambres chez eux dans le cadre du programme gouvernemental "Homes for Ukraine".

22/03/2022-05/04/2022

- Le 31 mars 2022, les députés européens ont [suspendu](#) la décharge du budget de l'agence de contrôle des frontières de l'UE, **Frontex**, en invoquant, entre autres, "les conclusions de l'organisme de surveillance anti-fraude de l'UE concernant le harcèlement, la mauvaise conduite et les refoulements de migrants impliquant l'Agence".
- Les 24 et 25 mars, le **Conseil européen** a adopté un [plan en 10 points](#) pour l'accueil des personnes fuyant l'Ukraine, prévoyant notamment l'allocation de 17 milliards d'euros.
- Le 22 mars, un vol charter de [l'OIM](#) a rapatrié 98 migrant.e.s de la **Biélorussie** vers l'Irak, avec le soutien de l'UE.
- Le 24 mars 2022, la commissaire européenne chargée des affaires intérieures, **Ylva Johansson**, a [reçu](#) un avis juridique de la part de front-LEX, lui demandant de déposer une proposition visant à faire renvoyer le chef de Frontex, Fabrice Leggeri.
- L'Assemblée parlementaire du **Conseil de l'Europe** ([APCE](#)) adoptera le rapport sur les pays tiers sûrs en juin 2022 et le rapport sur les refoulements en octobre 2022.
- Le 28 mars 2022, la réunion extraordinaire du Conseil "Justice et affaires intérieures" a [discuté](#) de la mise en œuvre de la décision sur la protection temporaire, de l'accueil des réfugiés de **Moldavie** et a "réaffirmé la nécessité de poursuivre l'application stricte des contrôles aux frontières extérieures". Ils ont également soutenu la mobilisation du réseau européen de lutte contre la criminalité organisée et les formes graves de criminalité (EMPACT).

UKRAINE

- La **Commission européenne** est en train de [créer](#) un indice permettant de déterminer une "répartition équitable des charges" pour gérer les quelque 3,6 millions de réfugié.e.s Ukrainien.ne.s déjà installé.e.s dans les États membres de l'UE. Selon l'indice de l'UE, la Pologne et l'Autriche, mais aussi Chypre, ont besoin d'une aide pour les réfugié.e.s.

- Selon [Lighthouse Reports](#), plusieurs personnes originaires d'Afghanistan, du Bangladesh, du Cameroun, d'Inde, du Pakistan et du Soudan sont toujours détenues dans des centres de détention financés par l'UE en Ukraine et n'ont pas encore été évacuées. La Commission européenne a alloué 30 millions d'euros dans le cadre de son programme national 2007 pour l'Ukraine afin de construire et d'équiper des centres de détention pour migrants. "Les policiers ukrainiens ignorent régulièrement les demandes d'asile et placent plutôt les personnes en déplacement dans des centres de détention financés par l'UE".
- Le 23 mars, [Amnesty International France](#) a rapporté que des personnes racisées ont fait l'objet de discriminations et de violences de la part des forces ukrainiennes lorsqu'elles ont essayé de quitter le pays.
- Le 21 mars, la plate-forme [Ukraine Take Shelter](#) est rendue publique et ce afin d'aider à mettre en contact des réfugié.e.s ukrainien.ne.s et des gens, dans le monde entier, prêts à mettre à leur disposition une chambre ou un appartement.
- Le 28 mars, le vice-premier ministre polonais **Piotr Gliński** a déclaré lors d'une [interview](#) à POLITICO que Varsovie était prête à continuer à accepter des réfugié.e.s ukrainien.ne.s aussi longtemps que nécessaire. Il a fait valoir que les réfugié.e.s provenant de pays musulmans du Moyen-Orient et d'Afrique sont plus difficiles à intégrer.
- Selon [Politico](#), des milliers de réfugiés ukrainiens rentrent chez eux, même si la Russie continue de faire la guerre.

08/03/2022-22/03/2022

- Le 17 mars 2022, LightHouse Report a [révélé](#) des photographies prouvant que **Frontex** était informé d'un refoulement de demandeur.se.s d'asile en mer Égée, tout en niant qu'ils le savaient.
- **Frontex** a [révélé](#) disposer de 433 documents énumérant des interactions avec les garde-côtes libyens, mais a nié par ailleurs avoir coopéré avec eux.
- Le 10 mars 2022, StateWatch a [publié](#) un document de l'UE ayant fait l'objet d'une fuite, produit dans le cadre de la structure **MOCADDEM** (Mécanisme opérationnel de coordination des actions pour la dimension externe des migrations) au sein du Conseil, décrivant le rôle accru de Frontex au Niger pour tenter de "renforcer le contrôle des frontières entre le Niger, l'Algérie et la Libye".
- Le site control.info sur les migrations a [publié](#) un document officiel de la **Commission européenne** ayant fait l'objet d'une fuite et qui donne un aperçu de la répartition des fonds relatifs au contrôle des migrations extérieures.

- Le 9 mars 2022, [StateWatch](#) a publié un projet révisé de plan d'action de la Commission européenne sur un « partenariat migratoire global » avec le **Maroc**, suggérant que le pays devrait être informé des « avantages potentiels d'un accord sur le statut avec l'Union européenne », qui permettrait le déploiement de fonctionnaires de Frontex sur son territoire.

Ukraine

- Le 18 mars, selon le [HCR](#), 3,27 millions de réfugié.e.s ont fui l'**Ukraine** vers les pays voisins et quelque 2 millions s'étaient déplacés à l'intérieur du pays. La [Pologne](#) a accueilli 1 975 449 réfugiés, la Roumanie 508 692 et la République de Moldovie 355 426. **Frontex** a déployé [150 agents](#) à la frontière avec la **Roumanie**. Le 17 mars, le Conseil a [adopté](#) une décision relative à un accord sur le statut entre l'UE et la République de Moldavie concernant les activités opérationnelles menées par Frontex. L'Autriche, la France, l'Allemagne et la [Norvège](#) font partie des pays qui ont accepté de relocaliser les réfugiés de Moldavie.
- Un Conseil extraordinaire des affaires intérieures de l'UE est [prévu](#) pour le 28 mars afin de coordonner l'arrivée de réfugié.e.s d'Ukraine et de Moldavie dans l'UE.
- Le 18 mars, la **Commission européenne** a publié des [lignes directrices](#) opérationnelles qui conseillent les États membres sur la manière dont la Directive de Protection Temporaire (DPT) devrait être mise en œuvre.
- Le 8 mars 2022, la Commission européenne a [mis en ligne](#) une aide pour soutenir les personnes fuyant la guerre en Ukraine, ainsi que pour les pays de l'Union européenne (UE) qui les reçoivent. La Commission a également [lancé](#) une page web consacrée à l'information des personnes fuyant la guerre en Ukraine.
- L'ONU prévoit qu'environ 18 millions d'Ukrainien.e.s seront touchés par le conflit en termes humanitaires ; 7 millions de nouveaux déplacés internes et 4 millions pourraient fuir le pays en tant que réfugié.e.s. L'[IRC](#) met l'accent sur huit actions prioritaires pour une réponse humaine et efficace aux réfugié.e.s, alors que le conflit continue de s'aggraver.
- Le 17 mars, l'Agence européenne pour l'asile a [publié](#) une « Réponse rapide des pays de l'UE+ pour répondre aux besoins des personnes déplacées d'Ukraine ».

Frontière entre la Pologne et la Biélorussie

- Mi-mars 2022, les gardes-frontières polonais ont [annoncé](#) avoir arrêté un groupe de 73 réfugiés à la frontière avec la Biélorussie, accusés d'avoir jeté

des pierres sur l'armée. Parmi eux se trouvaient des personnes de Syrie, d'Irak, du Pakistan, de Turquie, du Ghana et aussi onze personnes de Cuba.

- Du côté biélorusse, environ [1500 personnes](#) sont bloquées (500 dans le camp de Bruzgi) principalement des Irakiens, des Syriens, des Yéménites, des Afghans, des Iraniens, des Pakistanais, des Égyptiens et certains de Somalie et du Cameroun.

23/02/2022 - 08/03/2022

- Suite à l'attaque militaire de la Russie contre l'Ukraine, plus de 1,5 million de réfugié.e.s ukrainien.ne.s ont traversé vers les pays voisins en 10 jours, [selon le HCR](#). Jusqu'à présent, la réponse de l'UE a été dans l'ensemble plus positive que celle offerte par le passé aux populations en provenance de la région euro-méditerranéenne. Le 2 mars, par exemple, la Commission européenne a [présenté sa proposition](#) visant à activer la directive sur la protection temporaire afin d'aider rapidement les personnes fuyant l'Ukraine. Le 3 mars 2022, les États membres de l'UE, lors de la réunion du Conseil Justice et Affaires intérieures, ont [décidé](#) de déclencher, pour la première fois dans l'histoire, la directive sur la protection temporaire. (lire [l'interview d'EuroMed Rights sur Redattore Sociale](#) et le [communiqué de presse](#) sur le sujet).
- L'EUAA a [publié](#) l'aperçu des tendances en matière d'asile pour 2021. En 2021, l'UE a reçu environ 617.800 demandes de protection internationale, principalement par des Afghan.e.s et des Syrien.ne.s. Les autres principaux pays d'origine des demandeurs.se.s étaient l'Irak, le Pakistan, la Turquie et le Bangladesh. Les taux de reconnaissance parmi les pays de l'UE étaient les plus élevés pour les Érythréen.ne.s (81 %), les Yéménites (79 %), les Biélorusses (75 %) et les Syrien.ne.s (72 %). Pour les Afghan.e.s, il est passé à environ 90 % à la fin de l'année.
- À la frontière entre la Pologne et le Bélarus, un [autre corps](#) a été retrouvé, probablement celui d'un homme de 26 ans originaire du Yémen. Depuis l'été, 19 corps de migrant.e.s présumé.e.s mort.e.s ont été retrouvés à la frontière, mais le nombre réel est probablement plus élevé.
- Le HCR [met en garde](#) contre l'augmentation des violations des droits humains aux frontières de l'UE, où la violence, les mauvais traitements et les refoulements restent répandus, tant aux frontières terrestres et maritimes intérieures qu'extérieures. Les États de l'UE n'ont pas enquêté sur les rapports faisant état de pratiques violentes aux frontières malgré les nombreuses preuves, et le HCR déclare que « des progrès en matière de prévention des violations des droits de l'homme aux frontières ainsi que la mise en place de mécanismes de contrôle nationaux véritablement

indépendants pour garantir le signalement et l'enquête indépendante des incidents sont nécessaires de toute urgence ».

- Selon la commissaire Johansson, la Pologne ne [devrait pas prolonger](#) la législation sur l'état d'urgence concernant les migrant.e.s à la frontière puisque la situation s'est désamorcée. Cela impliquerait de donner accès à la zone frontalière aux organisations humanitaires, aux journalistes, etc.

08/02/2022 - 22/02/2022

- L'Autriche [a contesté](#) l'affirmation de la présidence française selon laquelle un accord informel sur la solidarité obligatoire a été conclu entre les États membres. La France tente de faire pression en faveur d'un principe de solidarité obligatoire, selon lequel les États membres doivent soit contribuer en relocalisant les demandeur.se.s d'asile, soit offrir une aide financière, soit participer aux expulsions. Mais l'Autriche n'est pas d'accord avec un principe de solidarité obligatoire, et la République tchèque, la Hongrie, la Pologne et la Slovaquie ont des positions similaires.
- Après la réunion des ministres de la justice et des affaires intérieures à Lille début février, la présidence française a diffusé un nouveau [document](#) pour faire avancer les dossiers migratoires. Le document se [concentre](#) sur l'opérationnalisation de la dimension extérieure de la migration, en durcissant la gestion des frontières, en procédant à des contrôles aux frontières extérieures, en nommant un nouveau coordinateur européen des retours et en se concentrant sur la relocalisation des demandeurs d'asile « qui ne sont pas manifestement inéligibles à la protection internationale ». Dans ce document, la France [propose](#) également que « pour la seule durée du processus de filtrage, les personnes concernées soient considérées comme ne remplissant pas les conditions d'entrée ». Cela créerait un vide juridique dans lequel les demandeur.se.s d'asile aux frontières extérieures ne seraient pas considéré.e.s comme étant légalement dans l'UE et seraient placés en détention surveillée ou en résidence surveillée.
- PICUM a [publié](#) un commentaire sur le nouveau projet de code frontalier Schengen proposé en décembre 2021. L'organisation dénonce le risque d'une augmentation du profilage ethnique et racial, et renforce l'idée que la migration est une menace à laquelle il faut faire face en renforçant les mesures de police.

Pologne-Biélorussie

- Un groupe d'une centaine de migrant.e.s, principalement des Irakien.ne.s, a entamé une [grève de la faim](#) pour dénoncer les conditions dans le centre de détention polonais de Wędrzyn, où ils.elles sont actuellement détenu.e.s.

- La Pologne a commencé à construire un mur de 180 km de long à la frontière avec la Biélorussie, qui met en [danger](#) les espèces rares vivant dans cette zone (forêt vierge protégée de Białowieża).
- En Lituanie, les migrant.e.s [sont bloqués dans des centres](#) de détention proches de la frontière biélorusse. Ils.elles pensaient pouvoir être libéré.e.s après les six mois de détention obligatoire votés par le gouvernement lituanien en juillet, mais la détention a été prolongée jusqu'à un an en décembre. Ils.elles sont principalement originaires d'Irak et de Syrie, mais aussi du Cameroun et de la RDC.

Frontex

- L'eurodéputée Tineke Strik a [demandé](#) à Frontex d'accéder aux documents prouvant ses communications avec les garde-côtes libyens et la coordination des navires en détresse avec les garde-côtes libyens. Frontex a répondu qu'elle disposait de 119 de ces documents pour 2020 mais a refusé d'en donner l'accès car - selon l'agence - cela mettrait la vie des migrant.e.s en danger.
- Le 22 février 2022, Frontex sera [auditionnée](#) par le Parlement fédéral à Bruxelles au sujet des refoulements aux frontières extérieures de l'UE. La branche flamande du CNCD 11.11.11, Amnesty International, le rapporteur spécial des Nations unies sur les droits de l'homme des migrants Felipe González Morales, Refugee Support Aegean et The Centre for European Policy Studies seront également présents lors de cette audition.
- Frontex a [signalé](#) une augmentation du nombre de migrant.e.s tentant d'entrer dans l'UE de manière irrégulière en janvier.
- La Commission européenne envisage de [renforcer](#) la surveillance de Frontex. Le commissaire Yohansson a déclaré que « nous devrions avoir au moins une fois par an un conseil de gestion politique pour Frontex avec des ministres (...) pour se réunir et prendre des orientations politiques et élaborer des politiques pour le développement de Frontex ». Ces commentaires peuvent être le résultat des récentes critiques auxquelles Frontex a été confrontée pour son mépris des droits fondamentaux aux frontières extérieures de l'UE et ses dépenses somptuaires.
- Le 14 février 2022, la commission LIBE du Parlement européen [a voté](#) des amendements demandant l'ajournement du vote sur la décharge du budget 2020 de Frontex. Malgré les nombreuses allégations de violations des droits fondamentaux et le fait que l'agence doit encore embaucher 40 contrôleur.se.s des droits fondamentaux, la commission a décidé de voter contre l'ajournement et a donc donné sa décharge au budget.

- Frontex a [suspendu](#) son contrat d'agence de voyage en invoquant des difficultés liées à l'organisation des déplacements des agents. Toutefois, cette décision pourrait également être justifiée par le fait que l'agence a été fortement critiquée pour son piètre bilan en matière de droits humains et ses dépenses élevées.
- La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, s'est rendue au Sénégal avec la commissaire aux affaires intérieures, [Ylva Johansson](#), afin de promouvoir le déploiement d'une opération [Frontex au Sénégal](#). Il s'agirait de la première opération de l'agence européenne à être basée en Afrique. La Commission suivra les négociations relatives à cet accord, qui pourrait être mis en place d'ici l'été 2022. De son côté, le Sénégal demande une aide financière pour l'économie du pays et des possibilités de migration légale vers l'UE. Les négociations incluront probablement aussi un accord sur l'expulsion, en vertu duquel le Sénégal devra accepter « ses propres ressortissant.e.s mais aussi ceux d'autres pays s'ils peuvent prouver qu'ils ont traversé le pays pour se rendre dans l'UE et y ont reçu un ordre de sortie ». Dans l'ensemble, cette coopération est supervisée par le nouvel organe MOCADÉM ([Mécanisme opérationnel de coordination de la dimension extérieure des migrations](#)). Même si le plan est encore en cours de discussion, les premières forces armées de garde-frontières et de garde-côtes ont [été envoyées](#) en mission au Sénégal.
- Une coalition suisse de partis de gauche a demandé un [référendum](#) contre la contribution du gouvernement suisse au budget de Frontex. Le Parlement a en effet voté une augmentation substantielle de la contribution financière à Frontex, et en réponse, la coalition de plus de 30 partis a demandé un référendum. Ils doivent maintenant réunir 50.000 signatures en 100 jours.
- Le ministre turc de l'intérieur a [accusé](#) Frontex et l'UE d'être des « complices du crime » dans le traitement inhumain des réfugié.e.s à la frontière gréco-turque et dans la mer Égée. Son commentaire est intervenu après que les garde-côtes turcs ont secouru un groupe de migrant.e.s qui ont déclaré avoir été battus par la police grecque et jetés à la mer sans gilet de sauvetage.
- Frontex a lancé une nouvelle opération terrestre appelée [Opération Conjointe Terra 2022](#), qui couvrira 62 points de passage frontaliers et déploiera plus de 450 agents pour aider les autorités nationales à gérer les frontières.

25/01/2021-08/02/2022

- Le 3 février 2022, les ministres de la justice et des affaires intérieures se [sont réunis](#) à **Lille** (France) pour deux jours de réunions avec la Commission

européenne, des représentants de **Frontex**, d'Europol et de l'Agence pour l'asile. Les réunions étaient axées sur la migration, le président français **Emmanuel Macron** appelant à un "rééquilibrage" du système de libre circulation de Schengen. Il a plaidé en faveur d'un [conseil de Schengen](#), "un projet politique qui verrait les pays de l'UE s'approprier politiquement les questions de migration (...) avec un coordinateur, afin que les ministres puissent régulièrement prendre des décisions et piloter politiquement ce domaine". La commissaire européenne aux affaires intérieures, **Ylva Johansson**, s'est dite satisfaite et optimiste du discours de M. Macron et de la volonté de la présidence française de prendre la tête du dossier des migrations. Comme le rapporte [Politico](#), Mme Johansson espère progresser sur des dossiers migratoires spécifiques du Pacte européen - à savoir le dossier des enregistrements et du filtrage et le dossier du retour - sous la présidence française.

- Le 2 février 2022, la commission AFET du Parlement européen a tenu un [échange de vues](#) sur la situation en **Libye**. Henrike Trautmann, directrice par intérim de la direction "Voisinage Sud" de la DG NEAR, a présenté les efforts de la Commission pour continuer à soutenir les soi-disant garde-côtes libyens et le renforcement des capacités de contrôle des frontières parmi les autorités libyennes, ainsi que le renforcement du rôle de la mission IRINI.
- Le 1 février 2022, la présidence du Conseil et le Parlement européen ont [conclu](#) un accord provisoire sur le nouveau mandat d'**Europol** et sur le renforcement de ses capacités.
- La présidence française du Conseil a [proposé](#) des amendements à la proposition de mesures d'urgence aux frontières de la **Pologne**, la **Lituanie** et la **Lettonie** avec la **Biélorussie**. Les amendements proposés sont les suivants:
 - Les demandeurs.es d'asile de Biélorussie seront exclu.e.s de ces mesures d'urgence, et le droit d'asile ordinaire s'applique pour eux.elles ;
 - la possibilité de retarder encore d'une semaine l'enregistrement des demandes d'asile (tout en donnant la priorité aux demandeurs.es vulnérables) ;
 - Les trois États membres peuvent se prononcer sur toutes les demandes d'asile à la frontière ;
 - L'obligation de donner la priorité aux demandes susceptibles d'être légitimes devient facultative ;

- Les dérogations concernant les conditions matérielles d'accueil seraient "sans préjudice" des règles relatives aux personnes vulnérables et à l'accès à un avocat ;
 - L'article 4 sur les procédures de retour est abandonné.
 - Ces modifications ne sont pas définitives, et d'autres changements peuvent encore avoir lieu.
- Le 27 janvier 2022, la commission DROI du Parlement européen a organisé un [échange de vues](#) sur la "situation des droits humains en **Libye** et les droits fondamentaux des migrant.e.s". Les intervenant.e.s ont présenté le [rapport](#) du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) intitulé "Unsafe and Undignified : L'expulsion forcée des migrants de Libye", et le rapport de la mission d'enquête indépendante des Nations Unies sur la Libye ([FFM](#)). Parmi les intervenants figuraient des représentants du Service d'action extérieure de la Commission européenne et le chef de la délégation de l'UE en Libye.
 - Le Réseau européen des institutions nationales des droits humains a publié le [rapport](#) Gaps in Human Rights Accountability at Borders.
 - L'Agence européenne pour l'asile a [déclaré](#) que le nombre de demandes d'asile dans l'UE en novembre 2021 a atteint le deuxième niveau le plus élevé depuis 2016. La [majorité](#) des demandes depuis 2016 ont été déposées par des demandeurs.ses d'asile syrien.ne.s, suivis par des Afghan.e.s.
 - L'ECRE a publié ses [commentaires](#) sur la proposition de la Commission européenne à propos des situations d'instrumentalisation dans le domaine de la migration et de l'asile. L'ECRE "s'oppose aux mesures proposées dans le règlement, qui auraient un effet négatif sur le droit d'asile en créant un système parallèle de gestion des frontières et de l'asile pour les situations d'"instrumentalisation", basé sur des dérogations aux normes de l'acquis en matière d'asile".
 - Protecting Rights at the Border a publié un [rapport](#) qui recense [11,901 refoulements](#) aux frontières européennes, tant externes qu'internes. 32% des refoulements concernent des citoyen.ne.s afghan.e.s, qui ont le droit de demander l'asile en Europe. Les refoulements sont souvent accompagnés d'épisodes de violence physique et sexuelle, de harcèlement, d'extorsions, de destructions de biens, de vols et de séparation forcée des familles.

Pologne - Biélorussie

- La Pologne a commencé à [construire](#) un mur à sa frontière Biélorusse. Le mur sera d'une hauteur de 5,5 mètres, surmonté de fils barbelés, et long de

180 km. Il y aura des caméras et des systèmes d'alarme électroniques. Il est censé être terminé en juin.

11/01/2022-25/01/2022

- Les 20 et 21 janvier 2022, à l'occasion de la Conférence sur la gestion des frontières à **Vilnius** (Lituanie), 16 États membres de l'UE, dont la Bulgarie, Chypre, le Danemark, la Grèce et Malte, ont publié une [déclaration commune](#) sur la nécessité de "protéger les frontières extérieures de l'UE". Ils demandent à l'UE de financer des mesures de gestion des frontières, notamment des "barrières physiques et autres infrastructures mobiles ou fixes".
- Un [document interne](#) des services de la Commission européenne, daté du 14 janvier 2022, comprend une mise à jour de l'état d'avancement de la coopération extérieure dans le domaine de la politique migratoire. Cette mise à jour couvre des pays tels que l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, la Libye, l'Égypte, le Liban, la Jordanie et la Turquie.
- La nouvelle présidente du Parlement européen, **Roberta Metsola**, [commentant](#) sa position sur la migration, a déclaré que "la protection de la vie passe avant tout. Nous ne pouvons pas avoir une politique migratoire qui n'accorde pas la priorité à la vie, mais nous ne pouvons pas non plus laisser seuls les pays de première arrivée." Elle a également déclaré que les ONG de recherche et de sauvetage ne devaient pas être criminalisées et qu'il était nécessaire de renforcer le dialogue avec les pays d'origine et de transit.
- Le 19 janvier 2022, l'agence européenne EASO a été remplacée par la nouvelle [EUAA](#), l'Agence européenne pour l'asile. Cette dernière a un [mandat renforcé](#) "avec davantage d'outils pour aider les États membres à faire converger les pratiques d'asile et d'accueil vers les normes élevées de l'UE".
- Suite au début de la **présidence française** au Conseil de l'UE, un [document officiel](#) a été diffusé mi-janvier 2022, détaillant les [priorités](#) concernant les migrations et le Pacte européen. Les principaux éléments présentés dans ce document sont les procédures de filtrage à la frontière, l'enregistrement sur Eurodac, les progrès en matière d'expulsions et de politique de réadmission, et "un nouveau mécanisme pour la relocalisation des personnes ayant besoin de protection".
- Le [HCR](#) a fait des recommandations à la présidence française du Conseil pour préserver les droits d'asile, comprenant entre autres "des progrès pour mettre fin aux refoulements, ainsi que la mise en place de mécanismes nationaux indépendants pour enquêter sur ceux-ci, et des mesures liées

aux sauvetages en mer, telles que le renforcement de la recherche et du sauvetage".

- Le 13 janvier 2022, lors d'une [réunion](#) de la **commission LIBE**, les député.e.s ont critiqué la proposition relative à des mesures d'urgence provisoires en faveur de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne. Certaines des critiques portaient sur les restrictions au droit d'asile et remettaient en question la nécessité de mesures d'urgence même si la situation à la frontière s'est désescaladée. Certains député.e.s ont demandé l'ouverture de procédures d'infraction contre la Pologne, la Lettonie et la Lituanie pour leurs récentes législations favorisant les refoulements.
- En 2021, la police hongroise a procédé à plus de [70 000 refoulements](#) à la frontière.
- **Frontex** a [demandé](#) à la Cour européenne de justice de rejeter une plainte déposée par l'organisation Front-LEX concernant le cas d'un réfugié mineur et d'un adulte, qui affirment que "Frontex a contribué aux violations des droits fondamentaux qu'ils ont subies lors de leur voyage vers la Grèce".
- Le ministre allemand de l'économie a [déclaré](#) que le pays a besoin de travailleurs.ses migrant.e.s pour prévenir les pénuries de main-d'œuvre à l'avenir.
- L'OSCE a publié le [rapport](#) "Regularization of migrants in an irregular situation in the OSCE region : Recent developments, points for discussion and recommendations".

Pologne - Biélorussie

- Depuis le début de l'année, les **gardes-frontières polonais** ont déclaré avoir arrêté [600 personnes](#) qui tentaient de franchir la frontière avec la Biélorussie. Le 18 janvier 2022, les autorités polonaises ont détenu 32 migrant.e.s ayant traversé la frontière depuis la Biélorussie dans l'un des centres de détention situés à la frontière, qui sont inaccessibles aux journalistes et à la société civile.
- Le gouvernement **lituanien** ne [prolongera](#) pas l'état d'urgence à sa frontière avec la Biélorussie, qui était en vigueur depuis le 9 novembre 2021.
- Le long de la frontière Pologne-Biélorussie, la police des frontières a [arrêté](#) "diverses personnes" soupçonnées d'être des passeurs de migrant.e.s. Au cours des cinq derniers mois, 500 personnes ont été arrêtées pour trafic de migrant.e.s.

14/12/2021-11/01/2022

- Le Telegraph a publié une [enquête](#) sur la "**Forteresse Europe**", expliquant comment, 32 ans après la chute du mur de Berlin, 1 800 km de clôtures ont

été construites ou sont en cours de construction aux frontières de l'Europe. L'enquête examine les technologies utilisées aux frontières terrestres en **Grèce**, en **Hongrie** et en **Pologne**, mais aussi les efforts d'externalisation menés en Afrique du Nord pour dissuader les migrant.e.s de prendre la route vers l'Europe.

- Selon le Conseil danois pour les réfugiés, en 2021, près de [12 000 demandeurs.ses d'asile](#) ont été refoulé.e.s à la frontière de l'Europe, un nombre qui pourrait constituer un record absolu.
- Un nouveau [rapport](#) intitulé "The Torture Roads - The Cycle of Abuse against People on the Move in Africa" expose les abus et les violences systématiques dont sont victimes les migrant.e.s lors de leurs déplacements entre les pays d'origine, de transit et de destination.
- Le 16 décembre 2021, le Conseil européen s'est réuni pour discuter notamment des aspects extérieurs de la migration. Principaux points mis en avant : les retours de l'UE vers les pays d'origine ; la lutte contre les tentatives d'« instrumentalisation » de la migration par les pays tiers ; le renforcement des mesures de contrôle aux frontières. [Voici](#) les conclusions.
- Au cours de la troisième conférence interparlementaire de haut niveau sur les migrations et l'asile, les députés européens et nationaux ont [débatu](#) des aspects externes et internes de la gestion des migrations, allant du partenariat avec les pays tiers à une politique interne de migration et d'asile plus humaine et plus digne, présentant des solutions à long terme.
- Certains États membres de l'UE, dont **l'Autriche** et la **Pologne**, font [pression](#) pour une plus grande détention des demandeurs.ses d'asile, invoquant des attaques hybrides et des menaces pour la sécurité intérieure, la santé ou l'ordre public. Le document est disponible [ici](#).
- Les pays de première arrivée, comme **l'Italie**, sont sceptiques quant aux propositions de réforme de **Schengen**. En effet, les contrôles aux frontières intérieures, l'entrave aux mouvements secondaires et la facilitation des retours pourraient accroître la pression sur ces pays.
- Le 14 décembre 2021, les commissaires européens **Ylva Johansson** et **Margaritis Schinas** ont [présenté](#) les [propositions de mise à jour](#) du code frontalier **Schengen**. Ces mises à jour visent à renforcer les frontières extérieures et la coopération policière transfrontalière, afin de réduire les contrôles aux frontières intérieures et les mouvements secondaires. Les contrôles aux frontières intérieures peuvent être mis en place pour une période de six mois, avec possibilité de prolongation jusqu'à 18 mois. La proposition propose également une définition juridique d'une situation d'instrumentalisation de la migration par des pays tiers et permet d'allonger les périodes d'enregistrement, de retenir les migrant.e.s aux

frontières et de déployer une militarisation plus stricte des frontières dans de telles circonstances. La proposition est maintenant examinée par le Parlement et le Conseil.

Frontière Pologne – Biélorussie :

- Selon l'OIM, [21 personnes](#) ont perdu la vie à la frontière entre la Biélorussie et la Pologne en 2021. Cependant, les chiffres sont probablement beaucoup plus élevés, car les informations le long de cette frontière sont rares et difficiles à trouver. Lighthouse Reports a pu [identifier](#) 17 des personnes qui ont perdu la vie. Leurs noms sont : Raja Hassan, Ahmad al-Hasan, Avin Ifran Zahir, Issa Jerjos, Ahmed Hamid al-Zabhazi, Gaylan Dler Ismail, Farhad Nabo, Mostafa al-Raimi, Khalid Ramazan et Wafaa Kamel.
- À la fin de décembre 2021, la situation à la frontière Biélorussie-Pologne a semblé [plus calme](#), selon une déclaration du ministre polonais de l'Intérieur. Les passages de frontière ont diminué, et on estime que 3 000 à 4 000 personnes se trouvent actuellement dans la zone frontalière, sous des températures glaciales. Le 6 janvier 2022, Médecins Sans Frontières (MSF) a [annoncé](#) le retrait de son équipe d'intervention d'urgence de la frontière, après avoir été empêché à plusieurs reprises par les autorités polonaises d'accéder aux bois de la zone frontalière.
- Amnesty International a [recueilli](#) auprès des autorités biélorusses de nouvelles preuves de violences brutales à l'encontre des demandeurs.ses d'asile. Ces éléments montrent des épisodes de « coups et d'autres actes de torture ou de mauvais traitements graves, notamment des personnes privées de nourriture, d'eau, d'abri et de sanitaires, ainsi que des vols de téléphones et d'argent ou des extorsions de pots-de-vin par des membres des forces biélorusses ».
- Les intimidations contre les réseaux pro-réfugié.e.s à la frontière polonaise se poursuivent : le 15 décembre 2021, la police a pénétré dans un point d'aide humanitaire dans la municipalité de [Gródek](#), l'a fouillé, a interrogé les bénévoles puis a confisqué leurs ordinateurs et téléphones.
- Un groupe de **Syrien.ne.s** en Biélorussie a écrit une [lettre](#) ouverte adressée au HCR et au gouvernement de Biélorussie pour demander « une protection, un motif légal pour rester dans ce pays, ou une réinstallation légale dans un pays tiers sûr ».
- Début décembre 2021, le gouvernement lituanien a [annoncé](#) qu'il verserait aux migrant.e.s 1 000 € pour qu'ils retournent dans leur pays d'origine. Plus tard, une [centaine d'Irakien.e.s](#) ont été payé.e.s et renvoyé.e.s à **Bagdad**.

30/11/2021-14/12/2021

- Lors de la [conférence de presse](#) qui a suivi le Conseil "Justice et affaires intérieures" de l'UE du 9 décembre 2021, la commissaire Johansson a déclaré que 15 pays de l'UE avaient annoncé 40 000 promesses de réinstallation supplémentaires pour les Afghan.e.s ayant besoin de protection.
- Selon un rapport ayant fait l'objet d'une fuite, **Frontex** a enregistré un nombre record [d'expulsions](#) au cours des six premiers mois de 2021, renvoyant un total de 8 239 personnes. Cela montre comment les États membres de l'UE ont de plus en plus recours à l'agence européenne pour gérer les migrations et le contrôle des frontières.
- Un [interprète de l'UE](#) travaillant pour Frontex a déclaré qu'en septembre 2021, les autorités grecques l'ont pris pour un demandeur d'asile, puis l'ont agressé et expulsé vers la **Turquie**. Selon son témoignage, il se trouvait avec un groupe de personnes qui ont également été exposées à la violence des autorités grecques et ont été repoussées vers la Turquie via le fleuve Evros.
- Le nouveau gouvernement allemand entrant a signé un traité de coalition qui présente un [changement](#) de politique concernant la migration. Parmi les différents points, la coalition vise à "réduire la migration irrégulière et à permettre des moyens de migration plus réguliers" en facilitant les regroupements familiaux, les réinstallations, les possibilités de corridors humanitaires et en accélérant les procédures d'asile. La coalition a également déclaré que les rapatriements volontaires seront une méthode privilégiée pour les retours plutôt que les déportations. Les nouvelles mesures devraient également permettre un accès plus facile à la citoyenneté et la possibilité de conserver la double nationalité.
- Le Guardian a publié [l'enquête](#) "Fortress Europe : the millions spent on military-grade tech to deter refugees". L'enquête détaille comment des centaines de millions d'euros sont dépensés en technologies avancées et en équipements militaires pour surveiller et dissuader les migrant.e.s aux frontières. Parmi les outils high-tech employés, on trouve des drones performants, des capteurs et des caméras, ainsi que des détecteurs de mensonges basés sur l'intelligence artificielle.
- Selon un document ayant fait l'objet d'une fuite, certains États membres de l'UE s'opposent à la proposition de la Commission de relocaliser les personnes sauvées à la suite d'opérations de recherche et de sauvetage.
- Selon la proposition de compromis de la présidence sur le règlement de filtrage du **Pacte de l'UE**, qui a été [publiée par Statewatch](#), le Conseil tente de diminuer la protection des droits et d'ajouter le terme incorrect de migrants "illégaux".

Frontière Pologne-Biélorusse:

- Eileen, une petite fille de quatre ans originaire d'**Irak**, a [disparu](#) dans la nuit du 7 décembre après avoir été séparée de ses parents lors d'un refoulement à la frontière polonaise.
- Le 1er décembre 2021, la **Commission européenne** a présenté une [proposition](#) de décision du Conseil visant à déployer des [mesures exceptionnelles](#) pour faire face à la situation aux frontières **Biélorusses** avec la **Pologne**, la **Lettonie** et la **Lituanie**. Ces mesures prolongent le délai d'enregistrement des demandes d'asile à quatre semaines, permettent aux pays de détenir les demandeurs.ses d'asile dans des centres d'accueil à la frontière jusqu'à 16 semaines, réduisent de manière générale l'accès à l'asile, étendent les procédures frontalières accélérées et rendent les retours plus faciles et plus rapides. Ces mesures sont censées être temporaires mais peuvent être renouvelées après six mois si l'"urgence" persiste. La société civile fait front commun pour les [critiquer](#), car elles exposent les demandeurs.ses d'asile à des risques accrus d'abus et de refoulement à la frontière et créent un dangereux affaiblissement des droits des réfugié.e.s. La Pologne semble critiquer la proposition car elle souhaite « suspendre les procédures d'asile, et non les étendre ». Lire le [communiqué de presse](#) d'EuroMed Rights sur la proposition.
- Malgré les discussions sur la désescalade à la **frontière biélorusse-polonaise**, de nombreu.x.ses migrant.e.s sont toujours bloqué.e.s entre les deux pays. Selon les données officielles 15 personnes ont perdu la vie depuis l'été, mais d'après les témoignages recueillis par [Infomigrants](#) ce nombre pourrait être bien plus élevé (de nombreuses personnes sont portées disparues).
- Le 30 novembre 2021, le ministre polonais de l'intérieur a [déclaré](#) la zone située le long de la frontière avec la Biélorussie interdite à tou.te.s, à l'exception des résidents et des personnes qui y travaillent ou étudient. Cette mesure intervient après l'expiration de l'état d'urgence déclaré par le gouvernement et sera en vigueur pendant trois mois.

16/11/2021-29/11/2021

- Le 15 novembre 2021, le Parlement européen et le Conseil sont parvenus à un accord sur le [budget](#) 2022 de l'UE. Les eurodéputé.e.s ont réussi à augmenter les fonds alloués à la santé, à la recherche et à l'action climatique. Concernant l'aide extérieure et l'aide humanitaire, des fonds supplémentaires sont affectés à l'instrument de voisinage, de développement et de coopération internationale (NDICI), notamment pour lutter contre la pandémie. Une augmentation du budget a aussi été

convenue pour aider les réfugié.e.s syrien.ne.s en **Turquie** et dans la région.

- Le président du Conseil européen, **Charles Michel**, a [déclaré](#) que l'UE pourrait légalement financer la construction de barrières frontalières. Cette déclaration représente un nouveau positionnement de l'UE, qui a historiquement refusé de financer les murs frontaliers. La décision finale appartient à la Commission.
- Le 17 novembre 2021, une fuite d'un [document interne](#) a révélé un plan de l'UE visant à procéder à plus de 1 400 arrestations de passeurs de migrant.e.s en 2022, principalement par le biais de **Frontex**.
- Le ministre slovène de l'Intérieur, **Aleš Hojs**, a [déclaré](#) lors d'une conférence à Sarajevo que "les frontières extérieures doivent être sécurisées, même avec des clôtures si nécessaire" et que "la migration illégale déstabilise l'UE".
- **Emmanuel Macron** a [déclaré](#) que lorsque la France assurera la présidence de l'UE (à partir de janvier), elle fera pression pour mettre fin à l'institution de camps de réfugié.e.s durables, pour démanteler les réseaux de passeurs et renforcer la coopération avec les pays d'origine des migrant.e.s.
- L'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme a publié le [rapport Europe](#) : Open Season on Solidarity, A study on the patterns of criminalisation of solidarity through the voices of migrants' rights defenders. L'étude identifie trois modèles clés de criminalisation de la solidarité : la création d'un environnement hostile autour de la migration ; l'utilisation du droit administratif pour entraver le travail de défense des droits humains ; et l'utilisation du droit pénal pour faire taire leurs voix.
- **Human Rights Watch** a publié un [rapport](#) intitulé Dismantling détention : International Alternatives to Detaining Immigrants, dans lequel l'ONG explore les alternatives possibles à la détention de migrant.e.s en Bulgarie, au Canada, à Chypre, en Espagne, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis.
- **Frontière UE-Biélorussie :**
 - Le nombre de victimes à la frontière entre la Biélorussie et la **Pologne** augmente, atteignant désormais une douzaine de décès depuis l'été.
 - Le 10 novembre 2021, un [garçon](#) de 14 ans est mort de froid à la frontière entre la Pologne et la Biélorussie. Il se trouvait dans un camp du côté biélorusse de la frontière. Des fonctionnaires l'ont amené à l'hôpital, mais il est mort sur place.

- Un enfant syrien d'un an est [mort](#) dans la forêt du côté polonais de la frontière. La famille vivait dans la forêt depuis plus d'un mois. La cause du décès n'est pas claire.
- Le 19 novembre 2021, l'armée polonaise [a détenu](#) des centaines de migrant.e.s qui avaient traversé la frontière biélorusse.
- Le 18 novembre 2021, près de [400 citoyen.ne.s irakien.ne.s](#) ont été rapatrié.e.s sur un vol parti de **Minsk**. Certains d'entre eux.elles ont ensuite déclaré [avoir été maltraité.e.s](#) par les autorités polonaises et biélorusses.
- Le 18 novembre 2021, la Biélorussie [a déclaré](#) qu'elle allait rapatrier 5 000 migrant.e.s pour désamorcer la crise à la frontière polonaise, mais elle souhaite que l'UE en accueille 2 000.
- Le 15 novembre 2021, **Alexandre Loukachenko** [a déclaré](#) qu'il allait commencer à rapatrier les migrant.e.s à la frontière polonaise pour désamorcer la situation. Suite à cette déclaration, la Biélorussie a commencé à déplacer [1 000 migrant.e.s](#) d'un camp situé à la frontière avec la Pologne vers un abri temporaire.
- Les médecins et militant.e.s locaux à la frontière entre la Pologne et la Biélorussie, qui tentent d'aider les migrant.e.s, se sentent de plus en plus [intimidé.e.s](#) par la police et les groupes hostiles. Les organisations locales ont reçu des menaces, étant accusées de contrebande pour avoir fourni de la nourriture et un abri aux migrant.e.s. Leurs véhicules ont été attaqués.
- Le gouvernement [estonien](#) a annoncé qu'il allait commencer à construire une nouvelle clôture frontalière avec la **Russie**, en réponse à la crise à la frontière biélorusse. Même si l'**Estonie** n'a pas de frontière avec la Biélorussie, le gouvernement craint que la Russie n'aide la Biélorussie à orchestrer la crise des migrant.e.s.

25/10/2021 - 15/11/2021

- Le 26 octobre 2021, la commission **LIBE** du Parlement européen [débatu](#) sur le projet de rapport pour un règlement relatif à la gestion de l'asile et des migrations du [rapporteur Tomas Tobé](#), et sur le projet de rapport pour un règlement relatif à une procédure commune de protection internationale dans l'Union de la rapporteure Fabienne Keller. La [plupart des député.e.s européen.ne.s](#) ont critiqué le rapport de Tomas Tobé, principalement parce qu'il renforcerait les questions centrales du système de [Dublin](#). Le projet de rapport est disponible [ici](#). Le rapport de [Keller](#) a été reçu plus positivement. Il soutient notamment la proposition de la Commission et ajoute des amendements pour améliorer les

conditions dans camps de réfugiés aux frontières extérieures, en proposant qu'ils soient financés par le budget de l'UE.

- La situation à la frontière entre **Biélorussie, Pologne et Lituanie** est grave. La Lituanie a commencé à [construire](#) une clôture frontalière de 3,4 mètres de haut à sa frontière avec la Biélorussie, surmontée de fils barbelés. La clôture sera longue de 500 km et devrait être achevée en septembre 2022.
 - La crise est particulièrement grave à la frontière entre la [Biélorussie et la Pologne](#). Les migrant.e.s arrivent en avion en Biélorussie depuis les pays du Moyen-Orient et sont repoussé.e.s à la frontière polonaise par les autorités biélorusses. Au moins [2 000](#) migrant.e.s campent actuellement du côté biélorusse de la frontière. Les autorités polonaises ont déclaré l'état d'urgence le long de la frontière Biélorusse, et ont envoyé des milliers de gardes-frontières, de soldats et de policiers dans la région. Les journalistes ne sont pas autorisés à s'y rendre.
 - La crise frontalière est le résultat de la réponse de **Loukachenko** aux sanctions que lui a imposées l'UE. Compte tenu de l'aggravation rapide de la situation, les responsables européens de la défense sont attentifs à la possibilité d'une escalade violente du conflit qui déboucherait sur une [crise militaire](#).
 - La Pologne, la Lettonie et la Lituanie ont toutes trois déclaré l'état d'urgence et adopté des lois visant à [refouler](#) les demandeurs.se.s d'asile vers la Biélorussie, sans leur permettre de déposer une demande d'asile, en violation du droit international des droits humains. La Commission européenne [demandera](#) probablement à ces pays de modifier ces lois.
 - **Ursula von der Leyen** a déclaré le 8 novembre que les compagnies aériennes de pays tiers "[actives dans la traite des êtres humains](#)" risquent d'être sanctionnées et inscrites sur la liste noire de l'UE. Cette déclaration fait suite à [l'incident](#) avec **Turkish Airlines** et **FlyDubai**, accusées d'avoir transporté des migrant.e.s et des demandeurs.se.s d'asile vers la Biélorussie et d'avoir contribué à l'aggravation de la crise frontalière entre la Biélorussie et la Pologne. [Vendredi 12 novembre](#), les compagnies aériennes turques ont annoncé que les citoyen.ne.s irakien.ne.s, syrien.ne.s et yéménites se rendant en Biélorussie ne seraient plus autorisés à acheter des billets.
 - Le [15 novembre](#), les ministres des affaires étrangères de l'UE se sont réunis à Bruxelles pour discuter de nouvelles sanctions à l'encontre

de la Biélorussie, notamment pour sa responsabilité dans la situation des migrant.e.s à la frontière polonaise.

- Le [dixième migrant](#) a été retrouvé mort à la frontière biélorusse-polonaise. Depuis l'été, neuf autres victimes ont été retrouvées des deux côtés de la frontière. Les migrant.e.s meurent en essayant de traverser des rivières dangereuses, des terrains marécageux, ou meurent de froid et d'épuisement. On constate également une augmentation du nombre de migrant.e.s qui traversent la frontière germano-polonaise.

(Lire le [communiqué de presse](#) d'**EuroMed Droits** sur la frontière entre l'UE et la Biélorussie : clôtures, refoulements et violations des droits de l'homme et regarder [l'interview d'EuroMed Rights sur Aljazeera](#) sur la situation à la frontière entre l'UE et la Biélorussie).

- L'OCDE a publié [l'édition 2021](#) des **Perspectives des migrations internationales**. Selon le rapport, l'impact de la COVID-19 sur les flux migratoires vers les pays de l'OCDE a entraîné une baisse record des flux migratoires. Malgré cela, le nombre de demandes d'asile est resté élevé. Le rapport montre également qu'au cours des trois derniers mois de 2020, le taux d'emploi des migrant.e.s augmente à nouveau et atteint des chiffres pré-pandémiques. Enfin, le rapport montre comment les populations migrantes des pays de l'OCDE contribuent davantage en impôts qu'elles ne reçoivent en prestations, en santé et en éducation.
- **Der Spiegel** a récemment publié un [long article](#) basé sur des mois de reportage aux frontières extérieures de l'Europe. L'article montre la [violence et les abus](#) systématiques auxquels les migrant.e.s sont confronté.e.s à la frontière grecque, dans les Balkans, en Libye et en Méditerranée. L'article met l'accent sur l'utilisation généralisée des refoulements aux frontières extérieures, soulignant comment ils violent les droits des demandeurs.es d'asile.
- Le [9 novembre](#), un verdict de la **Cour européenne** a établi que les enfants des familles de réfugié.e.s dont un seul parent a le statut de réfugié ont le droit de vivre en Europe. L'affaire concernait une famille composée d'un père syrien bénéficiant du statut de réfugié, d'une mère tunisienne sans statut de réfugié et de leur fille.
- Le 9 novembre, les villes C40 et le Conseil des maires pour la migration ont publié [l'Agenda](#) mondial des maires sur le climat et la migration et ont reçu une contribution de 1 000 000 USD de la part de la Robert Bosch Stiftung GmbH. L'agenda comprend des mesures qui visent une transition verte et juste pour protéger les personnes les plus touchées par les déplacements climatiques. Ces mesures comprennent des investissements visant à

améliorer les conditions de vie des réfugié.e.s climatiques en déplacement et dans les zones urbaines. Le programme a été approuvé par les maires de Barcelone, Bristol, Dakar, Dhaka North, Freetown, Houston, Lima, Los Angeles et Milan.

05/10/2021 - 25/10/2021

- Deux avocats néerlandais, Flip Schüller et Lisa-Marie Komp, ont déposé une [plainte](#) contre **Frontex** devant la Cour européenne de justice, pour le refoulement d'une famille syrienne qui, en 2016, fut transférée de force de la Grèce vers la Turquie, où elle a été détenue puis expulsée vers le nord de l'Irak. Les avocats demandent pour la première fois des dommages et intérêts.
- Le 21 octobre 2021, le commissaire aux droits humains du Conseil de l'Europe, **Dunja Mijatović**, a [envoyé un message fort](#) aux États membres pour qu'ils « prennent position contre les refoulements aux frontières et s'opposent clairement aux tentatives de légalisation de cette pratique illégale ».
- Les 21 et 22 octobre 2021, les [conclusions](#) sur la migration du Conseil européen étaient très axées sur l'externalisation, la protection des frontières extérieures de l'UE et l'augmentation des retours. Lors de la [conférence de presse](#) qui a suivi le Conseil, la présidente de la Commission européenne, **Ursula Von Der Leyen**, a déclaré que les fonds de l'UE ne seraient pas utilisés pour financer des clôtures en fil de fer barbelé ni des murs.
- Le 20 octobre 2021, le Parlement européen a tenu un [débat en plénière](#) sur les refoulements aux frontières extérieures de l'UE.
- Le 20 octobre 2021, trois députés européens du groupe La Gauche ont écrit une tribune appelant à s'opposer à la [décharge du budget 2019 de Frontex](#), qui a été votée en plénière le 21 octobre 2021. Les députés ont [voté en faveur](#) de la décharge budgétaire mais ont demandé qu'une partie du budget 2022 soit disponible en cas d'amélioration du contrôle des droits fondamentaux (lire la [note du CNCD-11.11.11 Frontex : droits humains en danger](#)).
- Le 20 octobre 2021, trois eurodéputés du Groupe **S&D** ont écrit au Président de la Commission européenne pour lui faire part de leurs [préoccupations concernant les refoulements](#) aux frontières extérieures de l'UE. Il lui demandent de conditionner les fonds européens destinés à l'immigration à l'arrêt des refoulements et à la mise en place par les États membres d'un mécanisme indépendant de contrôle des refoulements aux frontières. Les eurodéputés ont également demandé à la

Commission d'engager une procédure d'infraction contre la Grèce et la Croatie.

- Le 12 octobre 2021, lors du sommet du G20, l'UE s'est engagée à verser un [milliard d'euros](#) pour aider les Afghan.e.s. Le 20 octobre 2021, [Amnesty International](#) a publié une note d'information dénonçant le fait que les pays voisins de **l'Afghanistan** ont fermé leurs frontières aux Afghan.e.s sans documents de voyage et que "des pays d'Europe et d'Asie centrale ont soumis des Afghan.e.s à des refoulements, des détentions et des expulsions illégales". Human Rights Watch a publié le 21 octobre une [analyse](#) intitulée "Policy Responses to Support Afghans Fleeing Taliban-Controlled Afghanistan".
- Le 7 octobre 2021, 12 États membres de l'UE, dont la Bulgarie, Chypre, le Danemark et la Grèce, [ont envoyé une lettre](#) à la Commission européenne pour demander le renforcement des barrières physiques aux frontières extérieures de l'UE en utilisant des fonds européens.
- La commissaire européenne aux affaires intérieures, **Ylva Johansson**, a demandé une [enquête](#) approfondie sur les allégations de refoulement de la part des polices croate et grecque, révélées par une [enquête des médias](#) allemands Der Spiegel et ARD.
- Les [rapports nationaux](#) rédigés par les INDH de Croatie, de France, de Grèce, de Serbie et de Slovénie présentent les résultats des activités de surveillance menées à leurs frontières au cours des deux dernières années. Le [rapport régional](#) d'ENNHRI examine les droits humains des migrants aux frontières.
- **Frontière Lituanie-Pologne-Biélorussie** : Selon un observateur des droits fondamentaux de Frontex, la Lituanie a procédé à au moins [14 expulsions collectives](#) impliquant au moins 42 agents, "dont certains étaient partiellement financés et équipés par les budgets de l'UE". Le 13 octobre 2021, le directeur de l'agence frontalière de l'UE **Frontex**, Fabrice Leggeri, a [signalé](#) une vingtaine d'incidents de violation des droits fondamentaux en Lituanie. Le 20 octobre 2021, [Amnesty International](#) dénonce le refoulement de 17 Afghan.e.s de Pologne vers la Biélorussie. Le 14 octobre 2021, le Parlement polonais a voté la [légalisation des refoulements](#) à la frontière avec la Biélorussie, où il construit un mur de 350 millions d'euros et [déploie](#) 6 000 soldats supplémentaires. Le 20 octobre 2021, le [corps sans vie d'un Syrien](#) de 19 ans a été retrouvé dans la rivière Bug à la frontière biélorusse, ce qui constitue le huitième décès tragique confirmé à la frontière biélorusse. Le [HCR a lancé un appel](#) aux États pour qu'ils sauvent des vies et évitent des souffrances à la frontière entre la Biélorussie et l'Union européenne.

- Le 29 septembre 2021, la Commission internationale de juristes (CIJ) a [publié](#) un ensemble de matériels de formation sur l'accès à la justice pour les migrant.e.s.
- Le chef du HCR, Filippo Grandi, a [condamné](#) les pays qui externalisent et sous-traitent les procédures d'asile, en les accusant de trahir leurs responsabilités.
- Le 15 octobre 2021, Privacy International, ainsi que 5 autres organisations de défense des droits humains, ont déposé une plainte auprès du Médiateur européen pour demander une enquête sur [l'aide à la surveillance accordée par l'UE à des pays tiers](#).
- Les ministres des affaires étrangères de l'Union africaine et de l'Union européenne se [réuniront](#) le 26 octobre 2021 à **Kigali**, au Rwanda, pour préparer le sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'UE et de l'Afrique qui se tiendra début 2022.

23/09/2021-05/10/2021

- **Frontière entre la Pologne et la Biélorussie** : Les militant.e.s des droits humains [ont prévenu](#) qu'il y aurait davantage de décès à la frontière entre la Pologne et la Biélorussie, où les migrant.e.s sont bloqué.e.s dans les forêts et dans des conditions sanitaires qui se dégradent. Le 1er octobre 2021, les députés polonais [ont prolongé](#) de 60 jours l'« état d'urgence » à la frontière avec la Biélorussie, empêchant ainsi les journalistes et militant.e.s d'accéder à la frontière et de documenter les violations. Le 26 septembre 2021, le [sixième décès](#) d'un migrant à la frontière entre la Pologne et la Biélorussie a été enregistré. Grâce à des techniques de reconstruction spéciales, [Amnesty International](#) a pu documenter le [refoulement illégal](#) de la Pologne vers la Biélorussie d'environ 32 demandeurs.ses d'asile afghan.e.s, dont une jeune fille de 15 ans, le 19 août. Alarm Phone a [alerte](#) sur la situation de 15 personnes bloquées au moins quatre jours sans nourriture ni eau, en danger de mort d'hypothermie, à la frontière entre la Pologne et le Bélarus.
- Le 8 octobre 2021, [le Conseil des affaires intérieures de l'UE](#) discutera de la [migration](#), en relation avec le filtrage et la détention des migrant.e.s, de la situation en **Afghanistan**, et de la dimension extérieure de la migration. Le Conseil devrait adopter la directive "carte bleue", qui vise à attirer en Europe des travailleurs.ses migrant.e.s hautement qualifié.e.s. La [Hongrie](#) est le seul pays de l'UE à s'opposer à ce projet de loi. Dans le même temps, des rapports dénoncent le fait que la Hongrie [a refoulé](#) au moins 40 000 personnes depuis le début de l'année 2021.
- Le 29 septembre 2021, la Commission européenne [a présenté](#) le [rapport sur la migration et l'asile](#), qui comprend les principales évolutions des

politiques de migration et d'asile et des données sur les routes migratoires au cours de l'année écoulée.

- Un dialogue de haut niveau **UE-Turquie** sur les migrations et la sécurité est [prévu](#) en octobre 2021.
- Le 25 septembre 2021, les ministres de l'intérieur de Chypre, de la Grèce, de l'Italie, de Malte et de l'Espagne, dits **MED5**, ont publié une [déclaration commune](#) appelant à la nécessité « d'une participation européenne commune aux retours et d'un rôle actif des organisations de l'UE dans la dimension extérieure ».
- Selon le document de discussion "Politique de retour de l'UE - lacunes et opportunités" de la présidence slovène au Comité stratégique sur l'immigration, les frontières et l'asile (SCIFA), l'UE cherche des moyens d'augmenter le [nombre d'expulsions](#).
- La présidence slovène du Conseil, suite aux préoccupations de certains États membres de l'UE, a suggéré de porter de quatre à cinq semaines les [périodes de détention](#) prévues par le règlement sur la gestion de l'asile et des migrations.
- Selon un [projet de plan d'action](#) visant à renforcer les partenariats globaux en matière de migration avec les pays d'origine et de transit prioritaires, la Commission européenne a l'intention "d'intensifier le soutien à la gestion des frontières à la **frontière sud de la Libye**".

06/09/2021 - 22/09/2021

- Le 20 septembre 2021, selon le vice-président de la Commission européenne, Margaritis Schinas, dans une [interview accordée à Euractiv](#), un accord final sur le Pacte européen sur les migrations pourrait être conclu après les élections présidentielles françaises de l'année prochaine.
- Le 19 septembre 2021, quatre migrants irakiens ont été retrouvés [morts](#) à la frontière entre la Pologne et la Biélorussie, trois hommes en Pologne et une femme en Biélorussie.
- La présidence slovène du Conseil cherche à accélérer les négociations en vue d'un accord sur une [base de données biométriques](#) élargie pour les migrant.e.s.
- Le 16 septembre 2021, des membres du Parlement européen ont [demandé](#) la mise en place de programmes spéciaux de visas pour les femmes afghanes en quête de protection.
- Selon un projet de plan d'action de la Commission européenne, vu par Statewatch, l'UE suspend les [retours forcés](#) vers l'Afghanistan mais "encourage les États membres de l'UE à continuer à expulser

les ressortissant.e.s afghan.e.s vers d'autres pays tiers, lorsque les accords de réadmission le permettent".

- Selon EUObserver, les Pays-Bas sont opposés aux [retours volontaires](#) des demandeurs.ses d'asile débouté.e.s, par crainte de leur accorder plus de droits.
- Selon la [Cour des comptes européenne](#), "les accords européens inefficaces visant à renvoyer les migrant.e.s dans leur pays d'origine "encouragent" les arrivées".
- Le 8 septembre 2021, le chef de Frontex, Fabrice Leggeri, a [déclaré](#) que "les exilé.e.s afghan.e.s vivant en Iran, au Pakistan, au Tadjikistan, en Turquie, au Turkménistan et en Ouzbékistan seraient parmi les premiers à tenter d'entrer dans l'UE via le Belarus, la Grèce et la Turquie".
- L'EASO a [publié](#) une mise à jour sur la situation sécuritaire en Afghanistan.
- 31 organisations non gouvernementales ont envoyé une [lettre](#) aux membres du Parlement européen (MPE) pour "repenser les plans de refonte de la base de données Eurodac des empreintes digitales des demandeurs.ses d'asile".
- Le 8 septembre 2021, Statewatch a [publié](#) les commentaires des États membres de l'UE sur la proposition de règlement sur la gestion de l'asile et des migrations.
- Le 7 octobre 2021, la DG HOME de la Commission européenne et le SEAE [organiseront](#) conjointement un forum de réinstallation de haut niveau consacré à la situation en Afghanistan.
- Selon les [dernières tendances de l'EASO](#) en matière d'asile, les demandes des Afghan.e.s ont augmenté pour le cinquième mois consécutif, pour atteindre environ 7 300 en juillet 2021, et l'écart entre les Afghans et les Syriens s'est réduit.

19/08/2021 - 06/09/2021

- Lors d'une visite d'un centre d'accueil de **réfugié.e.s afghan.e.s** en Espagne, le 21 août 2021, la présidente de la Commission européenne **Ursula von der Leyen** a [donné](#) son engagement à fournir en 2021 "un financement aux pays de l'UE qui aident à la réinstallation des réfugié.e.s afghan.e.s et davantage d'aide humanitaire pour le pays", à hauteur de [57 millions d'euros](#). Lors de la réunion du G7 du 24 août 2021, elle a [annoncé](#) une augmentation à 200 millions d'euros des fonds de l'UE dans l'aide humanitaire à **l'Afghanistan**, la nécessité d'une [coopération étroite avec le HCR](#) pour les opérations de réinstallation et l'importance que [l'aide au développement](#) soit **conditionnée**, liée aux valeurs

fondamentales, aux droits humains et aux droits des femmes. Le Royaume-Uni s'est engagé à [réinstaller 20 000](#) réfugié.e.s afghan.e.s.

- Les 36 premiers **réfugié.e.s afghan.e.s** seront [réinstallés](#) depuis l'Espagne au Danemark, en Allemagne, en Pologne et en Lituanie. Jusqu'à présent, [aucun pays de l'UE](#) n'a annoncé de chiffres concrets pour la réinstallation d'Afghan.e.s provenant de pays de première arrivée ou de transit. Le [président du Conseil européen, Charles Michel](#), a déclaré que l'UE était déterminée à maintenir "les frontières de l'UE protégées". Le 19 août 2021, le Haut représentant **Josep Borrell** a évoqué devant le Parlement européen la possibilité de déclencher la [directive sur la protection temporaire](#) (DPT), ce qui pourrait nécessiter un vote à la majorité qualifiée (et non à l'unanimité) au Conseil. D'autre part, la commissaire européenne **Ylva Johansson** a [déclaré à Euronews](#) que la DPT n'était "pas le sujet du jour" et que l'UE "devait intervenir avant que les réfugiés afghans n'arrivent aux frontières extérieures". Suite à une demande des États-Unis, [l'Ouganda](#) accueillera temporairement environ 2 000 réfugié.e.s afghan.e.s pendant trois mois. Le 25 août 2021, dans une [lettre](#) adressée à la Commission européenne, 66 député.e.s européen.ne.s demandent l'évacuation urgente du personnel afghan travaillant pour les missions et programmes de l'UE, tandis que dans une autre lettre, [80 député.e.s demandent](#) à la Commission européenne d'activer les corridors humanitaires et la directive sur la protection temporaire.
- Le 30 août 2021, le porte-parole des talibans **Zabihullah Mujahid** a affirmé au journal Kronen Zeitung que son gouvernement serait disposé à accepter des [demandeurs.ses d'asile afghan.e.s débouté.e.s](#), qui seraient alors confrontés à la justice. Un haut fonctionnaire européen a déclaré que l'UE "discute avec le Pakistan et les pays d'Asie centrale d'un [passage sûr](#) pour un nombre limité de réfugié.e.s afghan.e.s". Le 31 août 2021, les ministres de l'intérieur de l'UE ont publié une [déclaration](#) à la suite de la réunion du **Conseil "Justice et affaires intérieures"** consacrée à l'Afghanistan. Cette déclaration met l'accent sur l'externalisation du contrôle des migrations en soutenant les pays tiers et en renforçant la gestion des frontières, au lieu de présenter des promesses concrètes de réinstallation et d'accueil des réfugié.e.s afghan.e.s. La commissaire aux droits humains du Conseil de l'Europe, [Dunja Mijatović](#), avait appelé les États membres à ne pas porter atteinte aux protections des droits humains dans leur réponse aux personnes afghanes déplacées. Le 2 septembre 2021, les ministres de la Défense et des Affaires étrangères de l'UE ont discuté de la possibilité de [déployer](#) entre 5 000 et 20 000 soldats européens, mais ce déploiement ne devrait pas dépendre d'une décision unanime des 27 États de l'UE.

- La **Pologne** a envoyé plus de [900 soldats](#) en renfort à la sécurité à sa frontière **Biélorusse**, et a commencé à [construire un mur de 2,5 mètres](#) de haut. Au cours du seul mois d'août, plus de [2 100 personnes ont traversé](#) sa frontière par la Biélorussie, mais la Pologne leur refuse l'entrée. Le [HCR a appelé la Pologne](#) à admettre un groupe de réfugié.e.s, dont des Afghan.e.s, des enfants et des femmes, bloqué.e.s à la frontière depuis des jours. Selon un [fonctionnaire letton](#), les autorités biélorusses "demandent 2 000 euros pour les billets d'avion et 3 000 euros pour le transport jusqu'à la frontière et fournissent un hébergement dans des propriétés du gouvernement". On rapporte également que la Biélorussie organise de nouveaux vols en provenance du Maroc et du Pakistan. La Lituanie a [annoncé](#) le 23 août 2021 qu'elle allait "achever la construction d'une clôture de 508 km le long de sa frontière Biélorusse d'ici septembre 2022, pour arrêter les migrants". Dans une lettre au Premier ministre lituanien publiée le 24 août 2021, la [commissaire aux droits humains](#) du Conseil de l'Europe Dunja Mijatović appelle à garantir "des procédures d'asile équitables et à prévenir les retours sommaires sans garanties adéquates". Le 25 août 2021, la **Cour européenne des droits de l'Homme** a publié une ordonnance provisoire demandant à la Lettonie et la Pologne de fournir aux réfugié.e.s irakien.ne.s et afghan.e.s bloqué.e.s à la frontière avec la Biélorussie "de la nourriture, de l'eau, des vêtements, des soins médicaux adéquats et, si possible, un abri temporaire", précisant que "cette mesure ne doit pas être comprise comme exigeant que la Pologne ou la Lettonie laissent les requérants entrer sur leur territoire".
- Le 2 septembre 2021, suite à l'audition au sein de la **commission des pétitions** du Parlement européen (PETI) des ONG ARCI, ASGI et GLAN sur le programme de l'UE "Soutien à la gestion intégrée des frontières et des migrations en Libye" (qui permet le refoulement illégal de migrants en Méditerranée centrale), la Commission européenne [devra mettre à jour](#) et transmettre le rapport de suivi périodique du programme, et envoyer les informations de la pétition à la Cour des comptes européenne pour qu'elles soient incluses dans le rapport d'évaluation spécial sur le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique.
- Le 1er septembre 2021, la **commission du contrôle budgétaire** (CONT) a [examiné](#) le deuxième projet de rapport de décharge pour Frontex, dans le cadre de la procédure de décharge 2019. La commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures (LIBE) a [refusé](#) d'accorder la décharge budgétaire à **Frontex**, suite à des allégations de violations des droits humains. Le vote en plénière est prévu pour octobre.

27/07/2021 - 19/08/2021

- Mercredi 18 août 2021, les **ministres européens chargés des migrations** se sont réunis suite à la convocation par la présidence slovène du Conseil d'une réunion ministérielle du [mécanisme intégré de réponse politique aux crises](#). A l'ordre du jour : l'instrumentalisation en **Biélorussie** des migrant.e.s et réfugié.e.s aux frontières Lituaniennes, Lettoniennes et polonaises, et la [situation des réfugié.e.s afghan.e.s](#). Le 30 juillet 2021, la Haute Représentante avait publié une [déclaration](#) au nom de l'Union européenne sur l'instrumentalisation des migrant.e.s et réfugié.e.s par le régime biélorusse. Le 27 juillet, la [Lituanie](#) avait détenu 171 migrant.e.s irakiens qui tentaient de traverser depuis la Biélorussie. Le 11 août 2021, la [Lettonie](#) commençait à repousser des migrant.e.s aux frontières, y compris des femmes et des enfants. Ce même jour, la Commission européenne [annonçait](#) accorder à la Lituanie 36,7 millions d'euros pour soutenir la gestion des migrations, notamment la mise en place d'abris, de soins médicaux et de procédures d'asile.
- Le 18 août 2021, les ministres de l'intérieur de l'UE ont tenu une vidéoconférence informelle au cours de laquelle ils/elles ont discuté, entre autres, de la situation en **Afghanistan**. La commissaire européenne aux affaires intérieures, **Ylva Johansson**, a [déclaré](#) que "l'instabilité en Afghanistan est susceptible d'entraîner une pression migratoire accrue. Nous nous préparons donc à tous les scénarios". Le 9 août 2021, l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, les Pays-Bas, la Grèce et le Danemark avaient envoyé [une lettre à la Commission européenne](#), demandant de poursuivre les expulsions de réfugié.e.s afghan.e.s malgré la situation critique dans le pays. De 2008 à 2020, les États membres de l'UE ont [rapatrié](#) 70 000 Afghans demandeurs d'asile, parmi lesquels 15 à 20 000 femmes, en classant l'Afghanistan comme "sûr". Quelques jours plus tard, certains d'entre eux sont revenus sur leur position (l'[Allemagne](#) et les [Pays-Bas](#) le 11 août, puis la [Belgique](#) le 16 août 2021). L'Allemagne a également [déclaré](#) que "l'accent doit être mis sur l'aide humanitaire sur place, contrairement à 2015", tandis que le ministre grec des migrations, **Notis Mitarachi**, a déclaré vouloir "éviter toute pression [sur] notre pays similaire à celle que nous avons connue les années précédentes, lors de crises similaires". Le président français, **Emmanuel Macron**, a [insisté](#) sur le devoir de "nous protéger contre les grands flux migratoires irréguliers", suggérant la mise en œuvre d'un plan européen de coopération avec les pays de transit et d'accueil tels que le Pakistan, la Turquie ou l'Iran. Les [groupes de défense des droits](#), dont [EuroMed Rights](#), demandent instamment à l'UE d'assurer des passages sûrs pour toutes les personnes à risque par le biais de visas d'urgence, d'évacuations, de relocalisations et de réinstallations et en suspendant toutes les expulsions et les retours forcés.

Depuis le 16 août 2021, selon le [Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres](#), environ la moitié de la population afghane a besoin d'une aide humanitaire. Le **HCR** a publié sa [position](#) sur les retours en Afghanistan. Certains membres du Parlement européen demandent que l'on s'attaque d'urgence à la crise humanitaire en Afghanistan. Suite à la réunion d'urgence des ministres des affaires étrangères sur l'Afghanistan le 17 août 2021, le Haut représentant, **Josep Borrell**, a [déclaré](#) que "l'UE engagera un dialogue avec les Talibans en Afghanistan afin d'éviter une "catastrophe humanitaire et migratoire potentielle".

- Suite à la vidéoconférence informelle des ministres de l'intérieur du 18 août 2021, la Commission européenne a annoncé qu'elle présentera, à la fin du mois d'août, un [plan de préparation](#) pour faire face à la situation migratoire en **Méditerranée centrale**.
- L'ONG Privacy International a [dénoncé](#) le déploiement de satellites par des sociétés privées destinés à suivre, intercepter puis repousser les migrant.e.s traversant la mer Méditerranée, dans le cadre d'un projet pilote de **Frontex**.
- En juillet 2021, la Bulgarie, le Danemark et la France ont été [condamnés](#) par la Cour européenne des droits Humains pour leurs politiques d'asile et de frontières.
- Le Service de recherche parlementaire européen a [publié](#) l'évaluation de l'impact substitutif horizontal du nouveau pacte sur les migrations et l'asile de la Commission européenne.
- L'Organisation mondiale de la santé a publié un [rapport](#) intitulé "Refugees and migrants in times of COVID-19 : mapping trends of public health and migration policies and practices".

05/07/2021 - 27/07/2021

- Plus de 150 personnes [ont traversé](#) vers la Lituanie depuis la Biélorussie en moins de 24 heures début juillet 2021, soit un total de 800 personnes en juillet 2021 et de [1.600 depuis janvier](#) 2021. Le pays s'est déclaré en "état d'urgence". Frontex y a déployé une équipe et [l'EASO a annoncé](#) qu'il allait déployer jusqu'à 50 personnes en Lituanie pour aider au traitement des demandes d'asile. Les principales nationalités sont l'Irak, la Syrie, la Guinée, la Gambie et l'Inde, mais aussi la République démocratique du Congo et le Cameroun. La commissaire européenne aux affaires intérieures, Ylva Johansson, [a déclaré à Euronews](#) qu'il était inacceptable que le président biélorusse, Alexandre Loukachenko, utilise "des êtres humains de cette manière instrumentale afin d'exercer une pression politique".

- FRONTEX : Le groupe de travail de contrôle de Frontex du Parlement européen a publié le [Rapport](#) sur l'enquête d'investigation sur Frontex concernant des violations présumées des droits fondamentaux (la députée européenne Tineke Strik était rapporteure) dénonçant le fait que Frontex n'a pas enquêté sur les rapports de violations des droits fondamentaux lors des refoulements de migrant.e.s par les Etats de l'UE et demandant la démission du chef de Frontex, Fabrice Leggeri. En réponse à la publication du rapport, Frontex [continue de nier](#) toute implication de l'Agence dans des violations des droits fondamentaux. Le 15 juillet 2021, Statewatch a [publié](#) le premier de quatre rapports examinant les obligations de recherche et de sauvetage de Frontex depuis sa fondation en 2004. Pour la première fois en 17 ans d'activité, Frontex a été [renvoyée](#) devant la Cour de justice de l'Union européenne pour violation des droits humains dans le cadre de ses activités en Grèce, à la suite d'un appel interjeté par l'organisation d'aide juridique sans but lucratif Front-Lex, basée à Amsterdam.
- Le 15 juillet 2021, la Commission européenne a [décidé](#) de renvoyer la Hongrie devant la Cour de justice de l'Union européenne pour avoir illégalement restreint l'accès à la procédure d'asile en violation de l'art. 6 de la directive sur les procédures d'asile. Le même jour, la Commission européenne [proposait](#) des mesures restrictives temporaires en matière de visas pour le Bangladesh, l'Irak et la Gambie afin d'améliorer la coopération en matière de retour et de réadmission.
- Les 14 et 15 juillet 2021, les [ministres de l'intérieur](#) de l'UE se sont réuni.e.s en Slovaquie lors d'une réunion informelle pour discuter des questions de migration. Ils.elles ont annoncé des avancées dans l'adoption de dossiers moins sensibles du Pacte européen, tels que le règlement Eurodac, et ont confirmé l'importance accordée à la coopération avec les pays tiers et aux retours.
- [Interviewée par la BBC](#), la commissaire européenne aux affaires intérieures, Ylva Johansson, a déclaré que les refoulements de la Grèce vers la Turquie sont en contradiction avec les valeurs européennes et que toute violation des droits fondamentaux doit faire l'objet d'une enquête appropriée. Le ministre grec de l'immigration et de l'asile, Notis Mitarachi, a rejeté les allégations selon lesquelles la Grèce violerait les droits fondamentaux de l'UE et a déclaré que les allégations de refoulement étaient sans fondement.
- Lors du [forum de haut niveau de l'UE sur la réinstallation](#), le 9 juillet 2021, la commissaire européenne aux affaires intérieures, Ylva Johansson, a [annoncé](#) qu'elle s'efforçait d'obtenir 300 millions d'euros pour la réinstallation de 30.000 réfugié.e.s jusqu'à la fin de 2022.

- Le 9 juillet 2021, le Conseil de l'Europe et l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA) ont publié une [note conjointe](#) intitulée "Normes européennes relatives aux recours juridiques, aux mécanismes de plainte et aux enquêtes effectives aux frontières" pour des recours effectifs aux frontières européennes pour les migrant.e.s, les demandeur.se.s d'asile et les réfugié.e.s.
- Le 8 juillet 2021, dans la [résolution du Parlement européen](#) sur le rapport annuel sur le fonctionnement de l'espace Schengen, les député.e.s européen.ne.s demandent la mise en place d'un mécanisme indépendant de surveillance des violations des droits humains aux frontières.
- Le 7 juillet 2021, la Commission européenne a publié l'évaluation à mi-parcours de la facilité en faveur des réfugiés en Turquie. En plus des 6 milliards d'euros déjà contractés depuis 2016 - et dont la plupart ont déjà été décaissés - [l'UE a accepté](#) d'allouer 3 milliards d'euros supplémentaires à la Turquie pour la période 2021-2023. Selon [l'évaluation à mi-parcours](#), 2.735 migrant.e.s ont été renvoyé.e.s de Grèce en Turquie entre mars 2016 et mars 2020, dont 20 % de Syrien.ne.s.

22/06/2021 - 5/07/2021

- Un document publié par [Statewatch](#) montre des commentaires divergents de 14 États membres de l'UE sur le règlement de filtrage. Un rapport de l'Ordre des avocats français indique que la procédure de filtrage "serait introduite dans le seul intérêt des États membres et au détriment des personnes exilées."
- Selon une analyse récente de [Human Rights Watch](#), Frontex ne parvient pas à enquêter ou à protéger les personnes contre les violations graves des droits humains aux frontières extérieures de l'UE.
- Du 6 au 8 juillet 2021, la présidence slovène du Conseil [organise](#) une réunion informelle du Comité stratégique sur l'immigration, les frontières et l'asile (SCIFA).
- Le 29 juin 2021, le Conseil européen et le Parlement européen ont conclu un [accord](#) sur une nouvelle Agence européenne pour l'asile, l'ancienne EASO, qui aura un rôle plus important dans la liaison avec les pays tiers. L'EASO a publié son [rapport sur l'asile](#) pour 2021.
- Le 29 juin 2021, le rapporteur spécial des Nations unies sur la traite des personnes appelle les États à [protéger](#) efficacement les victimes de la traite au lieu de les punir "pour toute activité illégale menée en conséquence directe de leur situation de traite". L'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) a [dénoncé](#) le fait que les passeurs qui

soumettent les migrant.e.s à la violence, à la torture, au viol et à l'enlèvement sont rarement persécutés par les autorités.

- Les 24 et 25 juin 2021, le Conseil européen a [discuté](#), entre autres, de la migration, en mettant l'accent sur la dimension extérieure et la coopération avec les pays tiers. Le 25 juin 2021, les dirigeant.e.s de l'UE ont confirmé l'octroi de [3 milliards d'euros supplémentaires](#) à la Turquie au cours des prochaines années pour renforcer les contrôles aux frontières et fournir une assistance aux réfugié.e.s syrien.ne.s. Ce plan a été largement [critiqué](#) par les groupes de défense des droits et les experts, car il risque de renvoyer les migrants en Syrie, en Iran et en Irak. Des fonds supplémentaires pour le Liban et la Jordanie "seront bientôt officiellement approuvés". Les États membres ont toujours des positions très [divergentes](#) sur les mesures de relocalisation et les nouvelles discussions dans le cadre du Pacte européen sont reportées à l'automne.